

Décrets

Gouvernement du Québec

Décret 1463-2000, 15 décembre 2000

CONCERNANT la prolongation du mandat de la Commission d'étude sur les services de santé et les services sociaux

ATTENDU QUE, en vertu du décret 762-2000 du 15 juin 2000, la Commission d'étude sur les services de santé et les services sociaux a été créée;

ATTENDU QUE la Commission d'étude sur les services de santé et les services sociaux avait pour mandat de :

— tenir un débat public portant sur les enjeux auxquels fait face le système public de santé et de services sociaux et sur les avenues de solution;

— recueillir le point de vue de la population, des partenaires du réseau et des organisations représentatives au sein de la société ainsi que de spécialistes des questions soulevées par la Commission;

— axer les débats autour des thèmes de l'organisation des services et du financement du système;

ATTENDU QUE, en vertu de ce décret, le mandat de la Commission doit se terminer le 15 décembre 2000 et qu'elle doit, à cette date, soumettre un rapport au gouvernement présentant les conclusions qui se dégagent de ses travaux et consultations ainsi que les orientations qu'elle préconise;

ATTENDU QUE ses travaux ne sont pas complétés;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux et ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE le mandat de la Commission d'étude sur les services de santé et les services sociaux soit prolongé jusqu'au 31 janvier 2001 et qu'elle remette son rapport au gouvernement à cette date.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

35360

Gouvernement du Québec

Décret 1464-2000, 20 décembre 2000

CONCERNANT l'exercice des fonctions de certains ministres

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 11 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18), soient conférés temporairement les pouvoirs, devoirs et attributions :

— du ministre d'État à l'Économie et aux Finances, ministre des Finances et ministre de l'Industrie et du Commerce à monsieur Jacques Léonard, membre du Conseil exécutif, du 2 janvier 2001 au 10 janvier 2001;

— de la ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux, ministre de la Santé et des Services sociaux et ministre de la Famille et de l'Enfance à monsieur Paul Bégin, membre du Conseil exécutif, du 22 décembre 2000 au 12 janvier 2001;

— du ministre des Transports, ministre délégué aux Affaires autochtones et ministre responsable de la Faune et des Parcs à monsieur David Cliche, membre du Conseil exécutif, du 21 décembre 2000 au 8 janvier 2001;

— de la ministre des Relations internationales à madame Diane Lemieux, membre du Conseil exécutif, du 23 décembre 2000 au 6 janvier 2001;

— du ministre de la Solidarité sociale à madame Diane Lemieux, membre du Conseil exécutif, du 20 janvier 2001 au 26 janvier 2001;

— du ministre des Régions à monsieur Jacques Brassard, membre du Conseil exécutif, du 15 janvier 2001 au 25 janvier 2001;

— du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes à monsieur Jacques Brassard, membre du Conseil exécutif, du 26 décembre 2000 au 13 janvier 2001.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

35361